

6 Société et Culture

Santé/Reprise des prestations de la Cnamgs dans les hôpitaux publics
Toujours pas effective

Photo : SNN

Le président du Symefoga, Dr Adrien Mougougou, se confiant à la presse, hier.



Photo : SNN

Aucun assuré Cnamgs n'était visible hier au bureau des entrées du CHUL

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

Hier, les assurés n'ont pas été reçus au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), où le mot d'ordre de suspension des prestations en la matière, donné par le Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga), est suivi depuis le 22 avril dernier. Une rencontre avec la direction générale de l'hôpital laisse toutefois entrevoir un dénouement heureux, avec l'annonce du paiement des quotes-parts des médecins dès ce mardi.

LES assurés de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnamgs) n'ont

pas été reçus hier, lundi 20 mai, en consultations dans les hôpitaux publics, conformément à l'annonce faite dernièrement par le Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga), qui avait décidé de cette suspension. Au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) où nous nous sommes rendus, le bureau des entrées, lieu de retrait des fiches de consultation, était totalement désert en milieu de matinée. Dans l'enceinte de l'hôpital, il était difficile de rencontrer un patient tenant un bon d'examen ou une fiche de soins Cnamgs.

La reprise des prestations tant attendue par les assurés n'était donc pas toujours effective ce lundi

au CHUL, où cette mesure prise par le Symefoga, à l'issue de son assemblée générale du 16 avril 2019, était suivie à la lettre. Tout le contraire de l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIABO), où les assurés Cnamgs continuaient d'être reçus.

La non-reprise des prestations au CHUL hier serait due, selon les syndicalistes, à la non)prise en compte par les autorités des préalables posés pour un retour rapide à la normale. Du coup, ces derniers se disent déterminés à poursuivre leur refus de servir les prestations Cnamgs.

Et le président du Symefoga, Dr Adrien Mougougou, de préciser: " nous sommes à un niveau où

le constat est que le délai que nous avons cru donner à l'administration, pour régler un minimum des préalables que nous avons posés, n'est peut-être pas suffisant. Donc, les médecins, estimant souvent avoir été roulés, ont jugé nécessaire d'attendre que l'administration soit concrète, avant de reprendre (les consultations avec les fiches Cnamgs, ndlr) de façon effective."

Dans les préalables des syndicalistes à la reprise de leurs activités, on peut entendre, de la bouche de Dr Mougougou: " qu'on nous rende disponible un minimum de matériel pour, au moins a minima, fonctionner et qu'on nous paye nos quotes-parts. " Toutefois, après un échange au cours de la

même journée avec la direction générale, le président du Symefoga s'est voulu rassurant quant au dénouement heureux de cette crise dans les tout prochains jours. " Les DG m'ont rassuré que pour le CHUL notamment, le paiement des quotes-parts devrait se faire dès demain (ce mardi, ndlr) Pour Owendo, ce sera entre mercredi et vendredi, etc. Nous leur avons fait savoir qu'ils ont pris du retard et qu'ils doivent assumer le fait que le personnel soit méfiant et attende donc l'effectivité de ces paiements."

La directrice générale du CHUL, Dr Marie Thérèse Vane, a confirmé à l'Union le paiement des quotes-parts en question dès ce mardi.

Protection de l'enfance/Atelier de formation à l'utilisation des normes du manuel de prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables

La problématique de leurs droits

Prissilla. M.MOUIITY
Libreville/Gabon

LES acteurs de la société civile en charge de la protection de l'enfant, les responsables des mouvements de jeunesse, des communautés religieuses et des centres d'éducation préscolaire ont pris part hier, à la résidence le Palm d'Or dans le 1er arrondissement de Libreville, à un atelier de formation à l'utilisation des normes du manuel de prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables (OEV).

Ouverts par Estelle Ondo, ministre de la Famille, les travaux organisés par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) visent, entre autres, l'optimisation de la prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables (OEV). Participants et experts de la protection de l'enfant ont donc, des heures durant, porté leurs réflexions sur des thématiques que sont: " Connaître l'échelle de



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

La ministre de la Famille et de l'Égalité des chances, Estelle Ondo, ouvrant les travaux.



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

Les responsables des mouvements de jeunesse, de communautés religieuses...



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

...et autres acteurs de la société civile ont pris part aux échanges.

vulnérabilité d'un enfant", " Connaître et utiliser la juridiction des enfants ", "L'utilisation de l'échelle de vulnérabilité d'un enfant", etc. Des thèmes qui devraient leur permettre, à l'issue de l'atelier, de revoir leurs pratiques en ce qui concerne la prise en charge des jeunes qu'ils fréquentent et être capables de voir quelle assistance correspond aux normes et standards du manuel national de prise en charge des OEV, des enfants victimes de traite et du manuel d'enregistrement des naissances.

Selon les experts de l'Unicef-Gabon, " la problé-

matique de la protection des droits des orphelins et autres enfants vulnérables démontre que beaucoup d'acteurs sociaux prennent en charge ces enfants sans

avoir des normes d'encadrement des interventions psychosociales. Cependant, certains acteurs des mouvements de jeunesse ont des règlements intérieurs,

des statuts ou des codes de discipline. C'est déjà un premier pas vers une prise en charge organisée de la personne vulnérable", a souligné Michel Ikamba, administrateur de la section Protection de l'enfant à l'Unicef-Gabon.

La situation des OEV est peu reluisante au Gabon. L'optimisation de leur prise en charge passerait, selon les experts des questions de protection de l'enfant, par la réactualisation des services de prise en charge des familles vulnérables, avec un personnel hautement qualifié en psychologie clinique, en statistiques et en action sociale.

Ici et ailleurs

• Ebola
Lutter contre "l'ennemi public numéro un"

Le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé, hier, à l'union face à l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo, qui a fait près de 1.200 morts depuis août, qualifiant le virus d'"ennemi public numéro un". Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus s'exprimait à l'occasion de l'ouverture de la 72e Assemblée de l'OMS, l'organe décisionnel suprême de cette agence spécialisée de l'ONU.

• Télévision
"Game of Thrones" tire sa révérence

Cris de joie, sanglots, scène d'hystérie, applaudissements : les fans de "Game of Thrones" ont vécu passionnément jusqu'à la dernière seconde la série culte qui s'est achevée dimanche, après avoir cumulé les records huit ans durant. "C'est incroyable, j'avais l'impression de me sentir assis au milieu d'un gigantesque salon où chaque invité cherchait à parler plus fort que les autres", déclare à l'AFP Ewald Klautky, qui assistait à la diffusion en direct du 73e et dernier épisode dans un pub irlandais de Los Angeles. Environ 200 personnes s'étaient rassemblées pour l'occasion.

• Cannes
Le festival à mi-parcours

Photo : AFP

De Terrence Malick à Jim Jarmusch, en passant par les révélations Ladj Ly et Mati Diop, la résistance semble être le maître-mot, à mi-parcours, de cette 72e édition cannoise, qui pourrait enfin être celle d'Almodovar, chouchou de nombreux critiques avec son film "Dolleur et Gloire". Encensé par la presse, l'Espagnol tient la corde dans le panel de dix critiques internationaux de la revue spécialisée Screen, avec une note de 3,3 (sur 4), devant la nouvelle venue Mati Diop avec le poétique "Atlantique", histoire d'exil et de fantômes se déroulant au Sénégal (2,8). Onze critiques français sur 15, interrogés par le Film Français, considèrent que "Dolleur et Gloire", déjà sorti dans l'Hexagone, vaut une Palme d'or.

Rassemblés par F.S.L.